

2 Politique

Dialogue politique/Phase citoyenne
Plus de propositions que de critiques



Le bureau du panel 3 lors des interventions.



Chaque représentant attend son tour de passage.

Martina ADA METOULE
Akanda/Gabon

Dans tous les panels qui constituent ces assises, les représentants de la société civile se sont attelés à suggérer des solutions de sortie de crise dans tous les domaines de la vie du pays. Pour eux, il est ici question "d'aider le Gabon à aller de l'avant"; à travers les thématiques retenues.

LES travaux de la phase citoyenne du dialogue politique inclusif et sans tabou se poursuivent au stade d'Angondjé avec les communications des différents mouvements, associations et autres organisations. Ces interventions s'inscrivent dans le cadre des différents panels qui ont été choisis au départ par les représentants de la société civile. Même si, on a pu constater que certains participants se sont retrouvés, sans leur avis, dans des panels n'ayant pas retenu leur attention. Qu'à cela ne tienne, ils ont tout de même exposé leurs propositions. Puisque, selon eux,



Jean Bosco Ndjounga, secrétaire général de "Okouga-Nkouono".

dans tous les cas, les différentes thématiques retenues pour ces assises regroupent tous les secteurs et toutes les sensibilités du Gabon. Ainsi, nombreux sont ces intervenants qui sont allés "droit au but", car ils ont estimé que l'heure n'est plus à la critique. "Si nous sommes ici, c'est que nous avons constaté, critiqué et enregistré beaucoup de manquements. Là, nous sommes venus proposer des

solutions pour que, si elles sont prises en compte, le développement du pays soit réellement amorcé", a indiqué un représentant d'une association de Bikele. C'est dans cette optique que l'association Okouga-Nkouono du panel 2 par exemple a exposé ses suggestions. Sur la question des réformes électorales, notamment sur le redécoupage des circonscriptions électorales le représentant de cette structure a pré-



Phase d'émergence et de dépôt de communications.

senté un certain nombre de résolutions. Entre autres, la révision du nombre de députés dans la province de l'Estuaire. Une proposition qui fait suite à une analyse faite par Okouga-Nkouono. D'après leur étude, en effet, il ressort que la répartition des sièges de députés au poids démographique est proportionnelle au chiffre démographique, excepté dans l'Estuaire, qui concentre plus de la moitié de la population du pays. Aussi,

ont-ils pensé que, sur la redéfinition du rôle et des missions du ministère de l'Intérieur, de la Cénap et de la Cour constitutionnelle, les textes sur lesquels ces institutions travaillent ne souffrent d'aucune lacune". Cependant, ont-ils ajouté, "nous proposons au législateur la réorganisation des conditions de dépôt de recours devant le juge constitutionnel aux fins de réduire les recours sans fondements".

Par ailleurs, on a noté lors de cette journée de vendredi que, la mobilisation n'était pas celle du premier jour. Une situation que d'aucuns ont justifié par diverses raisons. Pour certains, il n'est plus nécessaire d'être sur les lieux après avoir exposé ou déposé sa communication. D'autres évoquent l'absence de moyens de transport. Un manquement que les participants imputent au comité d'organisation.

Conférence de presse du Porte-parole du gouvernement

"Le dialogue n'est pas un renfermement ni une contrainte"

S. M.
Libreville/Gabon

Alain-Claude Bilie-By-Nze a répondu, en ces termes, hier, à une question qui lui a été posée, en rapport avec le récent communiqué de l'Union européenne (UE) sur le dialogue politique organisé depuis mardi par le pouvoir. «Il n'y a pas de drapeau du Gabon à Bruxelles», a-t-il déclaré. Comme pour mettre un terme, une fois pour toutes, à ce que le gouvernement estime être une ingérence dans les affaires intérieures des Gabonais de la part de l'UE.

LE ministre d'Etat, Porte-parole du gouvernement, Alain-Claude Bilie-By-Nze, a déclaré, hier, au cours de la conférence de presse

qu'il a animée, à la salle de presse du stade d'Angondjé, que «le dialogue n'est pas un renfermement ni une contrainte». Pour lui, «celui qui ne veut pas dialoguer, ne vient pas dialoguer». Il s'agit d'une réaction au lendemain du communiqué de l'Union européenne (UE) qui estime que le dialogue politique en cours, "n'est pas réellement inclusif", du fait que celui-ci n'ait pas, selon elle, permis de réunir les principales forces politiques de notre pays, faisant sans doute allusion au refus de la coalition autour de Jean Ping, principal opposant au régime aujourd'hui.. Le membre du gouvernement a ainsi rappelé que notre pays «est un État souverain ayant accédé à son indépendance le 17 août

1960». Ceci, avant de préciser que c'est librement que le Gabon a consenti à nouer des partenariats et des accords, soit avec des États, soit avec des organisations. Dans ce cadre, explique-t-il, «le drapeau du Gabon flotte au siège de l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba, parce que le Gabon est membre de cette organisation, de même qu'il flotte à New-York, au siège des Nations unies (Onu)». Mais, a-t-il poursuivi, «il n'y a pas de drapeau du Gabon à Bruxelles au siège de l'Union européenne». Et de poursuivre : «Nous sommes liés à l'Union européenne par différents accords. Mais, même des pays qui sont liés à cette organisation par la géographie et l'histoire, à l'image de la Grande Bretagne, comment à examiner comment

en sortir». Non sans ajouter : «Il n'y a aucun accord qui lie un pays à vie. Nous sommes partie prenante de l'Accord de Cotonou parce que nous l'avons décidé et si, celui-ci apparaît comme un enfermement ou une mise sous-tutelle, le Gabon en sortira», a déclaré le ministre d'Etat en charge de la Communication. Le conférencier a également fait constater qu'il existe, de la part de cette organisation européenne un paradoxe du fait de "demander au Gabon de privilégier un dialogue intensifié avec l'Union européenne quand le Gabon privilégie ce dialogue avec les Gabonais". Et de conclure : «L'option retenue par le gouvernement est de faire en sorte que les Gabonais se parlent entre eux, afin de trouver des solutions à leurs



Le Porte-parole est également revenu sur le lancement de la première phase du dialogue.

problèmes. Si jamais on a autre acteur, on l'appellera».